

Donald Trump et Joe Biden installent leur duel

- Les deux présidents enjambent déjà la campagne des primaires pour se focaliser sur le scrutin du 5 novembre.
- La crise migratoire leur offre un premier bras de fer.

ÉTATS-UNIS

Véronique Le Billon
— Bureau de New York

La campagne des primaires a à peine commencé que les deux présidents — l'actuel et l'ancien — plongent déjà dans le coup d'après. Après les victoires faciles de Donald Trump dans l'Iowa et le New Hampshire, le Parti républicain semblait déjà prêt à le déclarer « candidat pressenti », malgré son engagement de neutralité.

L'ancien président, qui avait conspu sa désormais unique rivale dans la primaire, Nikki Haley, qui lui fait perdre du temps et de l'argent en se maintenant dans la campagne, a toutefois écarté la proposition, estimant que cela pourrait finalement hérisser la frange de républicains modérés dont il aurait besoin pour l'élection, le 5 novembre.

Joe Biden, de son côté, a longtemps préféré avoir Donald Trump plutôt qu'un autre républicain face à lui. Mais le camp démocrate voit avec inquiétude l'écart se creuser en faveur de l'ancien président dans les sondages qui mettent en scène un « remake » du duel de 2020.

Capitaliser sur le droit à l'avortement

Le président, qui vient de renforcer son équipe de campagne installée dans son fief de Wilmington (Delaware), accélère donc, envoyant son cabinet porter la bonne parole, de Kamala Harris sur l'avortement à sa secrétaire au Trésor, Janet Yellen, sur les classes moyennes. Joe Biden a lui-même reçu, lors d'une cérémonie médiatisée, le soutien du syndicat de l'automobile UAW. Et il était en Caroline du Sud ce week-end, pour courtoiser l'électorat afro-américain qui avait concouru à son élection en 2020. Un impératif avant la première primaire officielle du Parti démocrate, ce samedi.

Si Joe Biden veut capitaliser face à Donald Trump sur le droit à l'avortement et la protection de la démocratie, le sujet qui capte une large part de l'électorat reste l'immigration illégale. Avec l'échec des mesures pour ralentir le flux de migrants à la frontière avec le Mexi-

que, la gestion du dossier est désormais un large motif de mécontentement, y compris pour nombre d'électeurs démocrates.

Conscient du risque politique, Joe Biden pousse à un compromis avec les républicains, se disant prêt à « fermer la frontière » dès que le Congrès trouvera un accord. Un groupe bipartisan au Sénat finalise à cet effet un plan beaucoup plus strict, mais les deux partis sont désormais à fronts renversés, entre un Joe Biden qui demande une réforme restrictive et un Donald Trump qui la repousse.

« En tant que chef de notre parti, il n'y a aucune chance que je soutienne cette horrible trahison de l'Amérique par l'ouverture des frontières. Cela n'arrivera pas, et je m'y opposerai jusqu'au bout », a promis Donald Trump samedi, lors d'un meeting à Las Vegas (Nevada).

Le dossier risque ainsi de rester encaimé. Chef des négociateurs républicains sur le dossier, le sénateur James Lankford (Oklahoma) a d'ailleurs critiqué ceux de ses collè-

gues refusant de sceller un accord pour ne pas aider Joe Biden « en pleine année présidentielle ».

L'aide à l'Ukraine en suspens

Le débat aigü sur l'immigration a pour l'instant relégué au second plan les quelque 60 milliards de dollars que Joe Biden demande au Congrès de voter pour maintenir l'aide américaine à l'Ukraine. Et l'attaque du Hamas contre Israël a en outre ouvert un nouveau front pour Washington. Après la riposte contre les Houthis au Yémen, les républicains pressent maintenant la Maison-Blanche de répondre plus directement à l'Iran.

Le duel politique entre Donald Trump et Joe Biden sur ces sujets risque d'être d'autant plus tendu que les républicains pourraient manquer de munitions sur l'économie. La droite a pourfendu depuis trois ans la politique de Joe Biden, mais la croissance s'est accélérée l'an dernier (+2,5 %) et l'inflation ralentit suffisamment pour laisser

entrevoir un desserrement de la politique monétaire au cours de l'année. Le moral des ménages, longtemps morose, s'est d'ailleurs nettement amélioré ces deux derniers mois.

La souveraineté énergétique reste un sujet de clivage prisé. Après la « pause » annoncée par la Maison-Blanche sur les nouveaux projets de liquéfaction de gaz naturel (GNL), Donald Trump a pris le contre-pied en promettant de les réautoriser « au premier jour de mon retour », tout comme il veut pousser les pétroliers à « forer, forer, forer ». La riposte démocrate s'avère néanmoins aisée, avec une production de pétrole qui a battu ses records l'an dernier.

L'un des dossiers majeurs sera bientôt la fiscalité, avec notamment la baisse du taux d'impôt sur les sociétés, passé de 35 % à 21 % pendant le mandat de Donald Trump, une mesure qui expire l'an prochain. Joe Biden avait proposé de remonter le taux d'IS à 28 %, sans parvenir. ■



Le camp démocrate voit avec inquiétude l'écart se creuser en faveur de Donald Trump dans les sondages. Photo Michael Nigro/Sipa USA/SIPA

Nikki Haley ne s'avoue pas vaincue

La candidate républicaine a très peu de chances de l'emporter sur Donald Trump dans la primaire. Néanmoins, elle défie le Parti républicain en restant dans la course.

Solveig Godeluck
— Envoyée spéciale à Mauldin (Caroline du Sud)

En jeans et pull à grosses cotes, Nikki Haley entre en meeting dans la gymnase du lycée de Mauldin, dans la banlieue de Greenville en Caroline du Sud. Contre toute attente, la candidate républicaine ne s'est pas avouée vaincue après avoir perdu les deux premiers rendez-vous de la primaire face à Donald Trump. Elle fait à présent campagne à domicile, dans l'Etat qu'elle a gouverné de 2014 à 2017, et où les républicains voteront le 24 février.

« Dans l'Iowa, on a commencé à 2 % et on a fini à 20 %. J'ai dit on sera plus forts dans le New Hampshire, et on a eu 43 % ! » galvanise-t-elle son public, dans un tonnerre d'applaudissements et de pancartes « Pick Nikki » qui dansent à bout de bras.

La cinquagénaire constamment souriante ouvre grand les bras, serre le poing, balaie l'espace d'une main fine. Sous ses airs de maîtresse d'école, c'est une bretteuse redoutable. Lors des débats télévisés de la primaire, elle a fait mordre la poussière à ses rivaux Ron DeSantis, Vivek Ramaswamy, Tim Scott, tous ralliés à Donald Trump.

Trump « déchainé »

Nikki Haley doit maintenant attaquer celui qui tout le monde craint. Elle le fait à sa façon, drôle, incisive, mais en se gardant bien de se mettre à dos les électeurs de droite et les conservateurs, ceux qui sont persuadés que Joe Biden a perdu l'élection et que Donald Trump est persécuté par l'administration. Sa stratégie ? Faire sortir de ses gonds le leader populiste, pour qu'il se discrédite.

Celle qui a fait partie du cabinet Trump, en tant qu'ambassadrice aux Nations unies, ne renie pas cet épisode. Mais elle insiste sur l'immaturation du candidat, et le chaos qu'il laisse dans son sillage.

Donald Trump s'est « déchainé » contre elle après qu'elle a décidé de rester en lice dans le New

Hampshire, rappelle-t-elle. « Très bien. Nous avons levé un million de dollars », sourit-elle. Puis il a menacé de repraisées les soutiens républicains de Nikki Haley. « On a commencé à vendre des T-Shirts "Barred permanently" : 1,6 million de dollars. » Enfin, des cadres du parti ont expliqué qu'elle n'avait aucune chance de gagner et suggéré de désigner l'ex-président comme « candidat présumé ». « On a encore levé 1,4 million », rita la candidate, qui conclut que « Trump ne peut pas forcer la voie pour la Maison-Blanche ».

Nikki Haley a déclaré vouloir tenir jusqu'au « Super Tuesday », le 5 mars, quand un grand nombre d'Etat voteront. Elle rappelle à l'envi que 54 délégués seulement ont été désignés, dont 37 pour son rival, alors qu'il en faut 1.215 pour décrocher la nomination. « Je crois que je dois faire mieux que ce que j'ai fait dans le New Hampshire » en Caroline du Sud, a-t-elle reconnu dimanche.

Ses chances de battre Donald Trump sont pourtant extrêmement minces. Un sondage Emerson du début du mois la place à 25 % des intentions de vote en Caroline du Sud, 29 points de moins que lui. A

l'échelle nationale, le fossé est encore plus grand. Pour autant, les riches donateurs de Nikki Haley continuent à la soutenir. Ce mardi, Henry Kravis, Cliff Asness, Stan Druckenmiller, entre autres, devaient participer à une réception de levée de fonds en présence de la candidate, à New York.

Les donateurs se doutent qu'elle a peu de chances de gagner ce duel. Mais ils regardent plus loin. American For Prosperity Action, un comité de financement électoral fondé par deux milliardaires, les frères Koch, ne semble plus croire à un sursaut de Nikki Haley. Mais il continue à diffuser des publicités en sa faveur en Caroline du Sud.

AFP Action veut peser pour faire basculer le Sénat dans le camp républicain, et se sert de ces primaires pour étudier les dynamiques locales. Sur le terrain, les élus conservateurs classiques sont encore appréciés. Les donateurs républicains veulent les soutenir. Pour eux, il n'est pas question de rejouer le désastre des élections de mi-mandat de 2022, quand le parti n'avait pas réussi à reprendre le Sénat à cause de piètres candidats trumpistes. ■

La tension entre l'Iran et les Etats-Unis menace de dégénérer

MOYEN-ORIENT

Une escalade militaire entre l'Iran et les Etats-Unis semble plausible après qu'une milice irakienne proche de Téhéran a tué trois soldats américains en Jordanie.

Pascal Brunel (Tel-Aviv),
Yves Bourdillon et S. G.

La guerre dans la bande de Gaza menace d'embraser le Moyen-Orient. Depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas le 7 octobre, l'Iran et ses alliés ont procédé à 150 attaques de drones et de missiles contre des bases américaines dans la région, afin d'exprimer leur soutien aux Palestiniens. Dimanche, l'une de ces attaques a fait mouche.

Trois soldats américains en poste dans une base située en Jordanie à la frontière avec la Syrie ont été tués et une trentaine d'autres militaires blessés par l'explosion d'un drone. Cette fois, le tir n'a pas pu être intercepté, car un drone américain rentrait au même moment à la base, ce qui a semé la confusion, a révélé le « Wall Street Journal ».

C'est la première fois que la Jordanie était visée. Jusque-là les différentes milices pro-iraniennes frappaient en Irak, ou en Syrie. La nébuleuse d'organisations alliées de l'Iran surnommée « la Résistance islamique » a revendiqué l'attaque. En ciblant la Jordanie, elle s'en est prise à un très fidèle allié des Etats-Unis.

Soutien de Téhéran aux responsables du raid

L'Iran a nié toute implication directe, mais a exprimé son soutien aux responsables du raid. « Il s'agit d'un conflit entre les Etats-Unis et des groupes de la résistance qui résistent ainsi au génocide commis par le régime sioniste [Israël, NDLR] », a soutenu le ministère iranien des Affaires étrangères.

Le Hamas s'est félicité de l'attaque : « C'est un message adressé à l'administration américaine contre la poursuite de l'agression américano-sioniste dans la bande de Gaza qui fait courir le risque d'une explosion régionale. »

Le président des Etats-Unis n'a pas encore dévoilé ses cartes. Joe Biden répliquera « au moment voulu et de la façon qu'il aura choisie », « de façon très conséquente », a déclaré le porte-parole du Conseil national de sécurité John Kirby lundi sur CNN. « Nous ferons ce que nous avons à faire pour protéger nos troupes, nos installations, nos intérêts de sécurité nationale dans la région », a-t-il poursuivi, « mais nous ne cherchons pas la guerre avec l'Iran ».

Jusqu'à présent, explique un responsable du ministère israélien de la Défense, « les Américains se sont contentés depuis le déclenchement de la guerre à Gaza de répliquer aux attaques menées par les milices pro-iraniennes, de façon ponctuelle et limitée pour ne pas être pris dans un engrenage tout en prenant soin de ménager l'Iran ».

« L'Iran en Jordanie risque de changer les règles du jeu. Un éventuel affrontement direct avec l'Iran va toutefois à l'encon-

tre de la tendance actuelle à un retrait militaire américain dans la région qui est négocié notamment en Irak », ajoute ce responsable.

De fait, Joe Biden, en campagne pour sa réélection, va devoir prouver sa fermeté. Les élus républicains du congrès l'accusent déjà d'être faible. Le président du comité du renseignement du Sénat, Marco Rubio, a appelé sur X à des « rétorsions directes sur l'Iran », en se lamentant que cela n'ait pas été fait il y a déjà deux mois comme il le demandait.

Antoine Basbos, directeur de l'Observatoire des pays arabes, estime que « l'Iran a voulu tester les Etats-Unis et recommencera si ces derniers ne ripostent pas. Joe Biden ne peut pas ne pas répliquer, surtout en année électorale, sinon cela affecterait dramatiquement la crédibilité de la dissuasion de Washington, sur des intérêts iraniens et pas seulement sur des proxys. Washington a déjà frappé des milices pro-iraniennes en Irak, ou les Houthis au Yémen, sans grand succès. Cela pourrait donc aller jusqu'à frapper sur le sol iranien lui-même. On sait que l'Iran ne connaît que le langage de la force et recule quand on lui tient tête, on l'a vu récemment après des échanges de missiles avec le Pakistan ».

Multiplication des raids israéliens en Syrie

Seule certitude : les Américains payent le prix pour avoir pris fait et cause en faveur d'Israël dans la guerre à Gaza. Ils ont organisé un impressionnant pont aérien pour la fourniture d'armes, de munitions et accordé un soutien diplomatique à l'Etat hébreu, malgré quelques critiques à l'encontre du gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Sur le papier, une opération militaire américaine contre l'Iran ne pourrait être que bien accueillie par Israël. La république islamique ne cache pas son ambition de « rayer de la carte » l'Etat hébreu. Les Iraniens développent un programme nucléaire. Les opérations d'enrichissements de l'uranium indispensables pour produire un arsenal atomique ont connu un coup d'accélérateur ces derniers mois. Israël, de son côté, n'est pas resté les bras croisés.

Depuis le 7 octobre, l'Etat hébreu a multiplié les raids aériens en Syrie contre des convois d'armes iraniennes destinées au Hezbollah tout en se livrant à des « éliminations ciblées » d'officiers et autres conseillers militaires iraniens actifs dans ce pays. L'Etat hébreu et l'Iran se livrent également à une cyberguerre de l'ombre où tous les coups torlus sont permis. De quoi redouter, à terme, un affrontement général entre les deux pays. ■

« L'Iran a voulu tester les Etats-Unis et recommencera si ces derniers ne ripostent pas. »

ANTOINE BASBOS
Directeur de l'Observatoire des pays arabes